

Revenus pétroliers

préfère envoyer aux autres pays l'argent de nos impôts. Il préfère aider les étrangers à se créer des emplois à nos dépens à cause de malheureuses querelles entre l'Est et l'Ouest qui font que le gouvernement ne supporte pas l'idée que l'industrie pétrolière puisse prospérer dans l'ouest du pays. Le gouvernement n'a pas pu supporter sa réussite. Il s'est imaginé qu'en tuant l'industrie pétrolière, qu'en la nationalisant, il servirait les intérêts du centre. Le fait est qu'une société pétrolière qui utilisait chaque année entre 500 et 600 camions d'une demi-tonne n'en n'a acheté aucun l'année dernière. Cela n'a-t-il pas des répercussions en Ontario, le centre de l'industrie automobile? Cela n'a-t-il pas de conséquences pour les mines de fer de Sudbury? Nous voyons toutes les industries s'effondrer soudainement. Le secteur pétrolier était le seul véritable moteur de notre économie quand le gouvernement a instauré le Programme énergétique national qui fait du tort à toutes les provinces et pas seulement à celles de l'Ouest.

● (1750)

Je voudrais parler quelques instants de ces derricks qui ont cessé toute activité du Canada, dans le but non pas uniquement de rappeler qu'ils étaient la propriété d'intérêts canadiens, ce qui est bien le cas, pour dire non pas seulement que le secteur tertiaire était également canadien, et c'est aussi le cas, mais parce que, à mon avis, beaucoup de gens qui lisent le *hansard* et suivent nos débats à la télévision, et même les députés d'en face ne savent pas vraiment de quoi il s'agit au juste quand nous parlons de «derricks». Ils s'imaginent ce derrick isolé qu'entoure une poignée de gens.

Or, il faut environ 16 camions pour déplacer un derrick, monsieur le Président. Ce n'est pas simplement le derrick que l'on déplace, mais aussi les compresseurs et tout le matériel qui l'accompagne. Pour déplacer un derrick de l'Alberta au Texas, il en coûte quelque \$500,000. Que s'est-il passé au Canada? En 1980, nous comptons 324 derricks en activité. En 1983, ce nombre était passé à 51. C'est le gouvernement qui a sapé ce secteur industriel.

Il nous a bien rebattu les oreilles avec ses belles paroles sur l'autarcie énergétique, mais qu'a-t-il fait de concret? Il a créé Petro-Canada. Savez-vous, monsieur le Président, ce qu'il est impossible aux ministériels de faire? Eh bien, il leur est impossible de mettre dans un récipient une pinte, une tasse ou ne serait-ce qu'une cuillerée à café de pétrole que cette compagnie ait jamais extrait. Car elle n'en a pas trouvé une goutte. Tout ce qu'elle a réussi à faire, c'est d'ériger deux tours jumelles pour ses bureaux à Calgary, et d'acheter d'autres sociétés qu'elle a dirigées exactement de la même façon qu'avant leur acquisition, mais elle n'a pas trouvé une seule goutte de pétrole. Le gouvernement n'a pas favorisé le secteur pétrolier national; il n'a pas réussi non plus à accroître notre autarcie dans le domaine. Il s'est contenté plutôt de miner nos fondements économiques. On ne saurait imputer à ce seul programme le chômage qui afflige le pays, mais on peut certainement l'en blâmer pour une bonne part. Ses répercussions ont été considérables.

Si l'on avait donné suite aux deux projets d'extraction des sables bitumineux, monsieur le Président, tel que cela avait été prévu à l'origine avant la réélection de ce gouvernement en 1980, l'Ontario à elle seule aurait bénéficié de retombées de quelque 800 millions de dollars au chapitre de la fabrication de

métal, de 370 millions pour le matériel de transport, de 325 millions pour les activités de fabrication et de transformation, de 740 millions pour le financement, et de 370 millions au chapitre du commerce et des services. La liste est bien longue. Le gouvernement a donc essayé de détruire non seulement le secteur pétrolier, mais aussi le pouvoir des gens de l'Ouest. Il lui avait semblé que, d'une certaine façon, nous étions un peu trop puissants dans l'Ouest.

En réalité, la canadienisation de notre secteur pétrolier se faisait beaucoup plus rapidement avant l'adoption du PEN que maintenant. Le secteur des services qui était canadien a été chassé. Les installations de forage appartenaient à des Canadiens mais il n'en reste pas beaucoup. Nous n'avons pas acculé les multinationales à la faillite, seulement les sociétés canadiennes. Je mets les libéraux au défi d'aller prononcer un discours sur le pétrole à Nisku. Qu'ils aillent à Brooks, en Alberta, essayer de défendre le Programme énergétique national. Ils risqueraient de se faire empaler parce que les gens sont amers et furieux. Qu'ils s'essaient également à Coronation, en Alberta. Les libéraux ont fait du tort à ces citoyens en les privant de leur emploi et en les empêchant de s'acheter des biens fabriqués dans le centre du Canada.

Pourquoi craignent-ils que les gens des régions éloignées fassent de l'argent puisque, lorsqu'ils en ont, monsieur le Président, ils font exactement comme tout le monde et le dépendent? S'ils achètent un réfrigérateur de marque canadienne, il est fabriqué dans les provinces centrales. Leur moquette, si c'est un produit canadien, vient du centre du Canada. Les automobiles canadiennes viennent aussi de la même région. Même nos grille-pain sont fabriqués dans le centre. Quand l'Île-du-Prince-Édouard s'enrichit, le centre du Canada en profite. Si l'Ouest s'enrichissait, les provinces centrales seraient d'autant plus riches. Arrêtons enfin de nous entredéchirer pour constater combien toutes les régions canadiennes sont dépendantes les unes des autres. Quand l'une s'améliore, l'autre le fait aussi. Il est inutile d'anéantir une industrie quel que part afin de protéger le pouvoir ailleurs. Pour nous convaincre que nous avons besoin du PEN, le ministre des Finances (M. Lalonde), qui était alors ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, a dit qu'«autrement l'Alberta s'enrichirait au-delà de toute attente. C'était lors d'un discours prononcé au Château Lacombe d'Edmonton. Nous ne devrions pas avoir peur puisqu'à titre de Canadiens nous pouvons profiter de la richesse des autres.

M. de Corneille: Monsieur le Président, je m'étonne que le député laisse entendre que la politique du gouvernement vise à monter une région contre une autre. C'est une insinuation très regrettable. Dans les circonstances, je pense qu'il est tout à fait scandaleux d'essayer de monter une région contre une autre de cette façon, mais il y a une chose qui me préoccupe au sujet des détails; c'est que le député semble avoir une mémoire très sélective et n'a retenu que les données qui l'arrangeaient. Il a oublié de nous dire que les sociétés pétrolières et gazières des États-Unis connaissaient le même genre de problème. De même, il nous a parlé des problèmes liés aux plates-formes pétrolières au Canada et du fait qu'elles étaient parties aux États-Unis, mais il a soigneusement omis de nous dire ce que sont devenues ces plates-formes une fois arrivées là-bas. Combien d'entre elles n'ont pas été mises en service? Les États-Unis ont connu exactement le même problème; il y a eu un surplus de gaz, des problèmes avec les plates-formes, et les